

## VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **22 novembre à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1<sup>er</sup> de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 15 novembre 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

**Etaient présents** : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, M. FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, BEAUJOIN, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 19h20), MM. EL GHALLOUSSI, MIRGODIN, ERRE.

**Absents excusés** : Mme COLLIN, MM. TINDILLIÈRE, GREENHALGH, TESTA, Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, MM. HMISSI, MAUPOIX, Mme CHEMINI, M. DUCHÊNE.

**Absente** : Mme GOLLÈS.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. GREENHALGH donne pouvoir à Mme BAUMEL ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme PARIS ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme SERRE ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 19h20) ;
- ✓ M. DUCHÊNE donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

- N°81 -

### ADMINISTRATION GÉNÉRALE CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LE DÉPLOIEMENT D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Rapporteur : Monsieur Thomas BEAUJOIN

Le développement de l'e-mobilité s'impose comme une priorité, particulièrement dans un contexte de réduction de l'empreinte carbone des villes. L'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques répond à ce développement.

SPIE City Networks, filiale française du groupe SPIE, société européenne de services multi-techniques dans les domaines de l'énergie, des communications et de la mobilité, a lancé en 2022 le projet E-Vadea, pour le développement de stations de recharge ultra rapide pour véhicules électriques. Les stations E-Vadea permettent aux électromobilistes de recharger facilement tout type de véhicule électrique lors de leurs voyages. Les premières stations ont été aménagées sur le réseau autoroutier, elles sont aujourd'hui développées sur le réseau secondaire.

Pour accompagner l'essor de la mobilité électrique sur son territoire et répondre à une demande constante, la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS souhaite attribuer à SPIE City Networks les autorisations d'occupation du domaine public nécessaires au déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharges rapides pour véhicules électriques.

Ouvert au public et situé sur le parking des Indes, ce projet de station serait composé de trois bornes avec cinq places de stationnement permettant de recharger 5 véhicules simultanément. Dans le cadre de ce projet, SPIE City Networks s'engage :

- à assumer toutes les charges liées à l'aménagement des emplacements et à la pose des bornes de recharge ;
- à raccorder au réseau public de distribution d'électricité les équipements nécessaires au fonctionnement des bornes de recharge et à prendre en charge les consommations ;
- à maintenir les bornes en bon état de fonctionnement et la station dans son ensemble ;
- à exploiter commercialement les bornes ;
- à procéder à la réparation des dommages causés par les tiers sur ses installations et le domaine public affecté.

En contrepartie, la collectivité autorise SPIE City Networks à disposer des emplacements sur le parking des Indes, pour la mise en place et l'exploitation commerciale des installations de recharges rapides de véhicules électriques assimilables à des éléments de mobilier urbain, et ses éventuels accessoires (protection, équipements électriques, panneaux d'information...).

L'occupation des lieux mis à disposition donne lieu pour la durée de la convention de 15 ans, au versement annuel d'une redevance au profit de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, conformément à l'échéancier suivant :

Redevance annuelle : part fixe 750,00 € / point de charge/an + Part variable 0,01 € du Kwh.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Considérant qu'il est nécessaire de développer les installations de recharge pour véhicules électriques afin de favoriser une mobilité plus durable et répondre au besoin des usagers toujours plus nombreux,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le projet de SPIE City Networks pour l'implantation d'une station de recharge pour véhicules électriques sur le parking des Indes ;

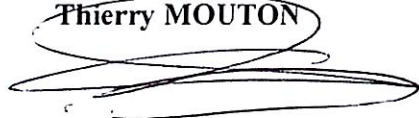
2°/ approuver les termes de la convention annexée à la présente délibération ;

3°/ approuver le principe de gratuité du stationnement des véhicules électriques sur les places réservées ;

4°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention précitée ainsi que toute pièce relative à cette affaire nécessaire à l'exécution des clauses et stipulations de la convention.

La délibération est adoptée  
**à l'unanimité** des membres  
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance,  
**Thierry MOUTON**



**POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le Maire,  
**Jean-Pierre BOUQUET**



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - 2 DEC. 2024  
et de la publication le - 3 DEC. 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



## **CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

### **Pour le déploiement d'Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques (IRVE)**

**Entre les soussignés :**

..... représentée par son (Président/Maire/autres), en vertu de la délibération  
n° ..... du Conseil Municipal du XXX,

Et désigné dans ce qui suit par le mot « La Collectivité »

**D'une part,**

**SPIE CityNetworks**, Société par Action Simplifiée au capital de 35 704 166,12 euros,  
dont le siège social est situé, 6, rue fructidor, TSA 20028, 93484 Saint-Ouen-sur-Seine Cedex,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 434 085 395,  
représentée par son Directeur Général, Luc SAUZE, dûment habilité.

Et désigné dans ce qui suit par le mot « l'Occupant »

**D'autre part,**

Ensemble désignés par « les Parties »

## **EXPOSE PREALABLE**

Pour accompagner l'essor de la mobilité électrique sur son territoire, la Ville de Vitry le Francois attribue à SPIE City Networks (ci-après « l'Occupant ») grâce à la présente Convention d'Occupation du Domaine Public (Ci-après « la Convention ») les autorisations d'occupation du domaine public nécessaires au déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharges rapides pour véhicules électriques (ci-après « IRVE »), ouvert au public sur son domaine communal, composé de trois bornes de recharge, réparties sur une station composées pour chacune de trois bornes avec cinq places de stationnement.

La présente Convention est établie à la suite à d'une procédure de publicité par la Collectivité suite à une Manifestation d'Intérêt Spontanée (ci-après « MIS »).

### **ARTICLE 1. – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente Convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières par lesquelles la Collectivité autorise l'Occupant à disposer des emplacements définis à l'**Article 3.1**, pour la mise en place et l'exploitation commerciale des installations de recharges rapides de véhicules électriques assimilables à des éléments de mobilier urbain, et ses éventuels accessoires (protection, équipements électriques, panneaux d'information...).

### **ARTICLE 2. – REGIME JURIDIQUE DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente Convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public, régie par les dispositions des articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

Elle n'accorde aucun autre titre que celui d'occuper les lieux dans le cadre des activités d'exploitation des IRVE de l'Occupant et pour les seuls emplacements visés à l'**Article 3.1**.

### **ARTICLE 3. – MISE A DISPOSITION DES LIEUX D'IMPLANTATION DES IRVE**

#### **ARTICLE 3.1 – DETERMINATION DES LIEUX D'IMPLANTATION**

La localisation de l'emplacement de voirie publique retenu pour l'implantation des bornes de recharges se situe Place des Indes et est déterminée par l'annexe jointe à la présente Convention (**Annexe 1**).

Chaque borne de recharge (« IRVE ») comprend un point de charge pour la borne AC et deux points de recharge pour les deux bornes DC conformément à l'annexe 1.

Le nombre de bornes de recharge et la localisation des emplacements peuvent être revus après accord mutuel des Parties, et fera le cas échéant l'objet d'un avenant à la présente Convention.

#### **ARTICLE 3.2 – RACCORDEMENT ELECTRIQUE**

L'Occupant déterminera avec le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité si le réseau électrique desservant chacun des emplacements est susceptible de supporter la puissance exigée par les bornes de recharges.

Les travaux de raccordement (en ce compris l'ensemble des installations privatives de l'Occupant jusqu'au point de branchement sur le réseau public) sont à la charge exclusive de l'Occupant.

L'Occupant souscrit son propre contrat de fourniture en électricité pour alimenter les bornes de recharge.

L'Occupant fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires. A cet effet, la Collectivité s'engage à lui fournir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de ce dernier, tout document écrit, nécessaire au dépôt des demandes d'autorisation ci-dessus mentionnées.

Si les études d'implantation menées par l'Occupant révélaient l'impossibilité technique de l'implantation d'une IRVE ou l'absence de délivrance des autorisations administratives diverses sur l'un des emplacements prévus dans son projet tel qu'annexé à la présente, l'Occupant propose un emplacement alternatif à la Collectivité. La Collectivité n'est pas tenue d'accepter le nouvel emplacement proposé, et invite le cas échéant l'Occupant à soumettre un nouvel emplacement.

La liste des emplacements sera mise à jour par le biais d'un avenant.

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'implantation et l'exploitation des bornes de recharge, l'Occupant pourra soulever la résolution de plein droit de la présente Convention.

### **ARTICLE 3.3 – ETENDUE DE LA MISE A DISPOSITION**

L'Occupant est autorisé à occuper, pour chaque station, l'espace du domaine public nécessaire à la mise en place des bornes de recharge.

L'Occupant est autorisé à occuper, devant chaque borne de recharge, deux places de stationnement du domaine public, pour le stationnement exclusif des utilisateurs de la borne de recharge

### **ARTICLE 3.4 – MODALITES DE DEPLOIEMENT DES BORNES DE RECHARGE**

L'Occupant procédera au déploiement des bornes de recharge en fonction du calendrier prévisionnel proposé en **Annexe 2**.

L'Occupant s'engage à prendre contact avec la Collectivité au moins deux (2) semaines avant toute intervention visant aux travaux de mise en place d'une borne sur l'un des emplacements autorisés, et ce afin de permettre le cas échéant aux services municipaux d'adapter les conditions de circulation aux abords de l'emplacement.

## **ARTICLE 4. – CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION**

### **ARTICLE 4.1 – ENGAGEMENTS DE L'OCCUPANT**

L'Occupant s'engage :

- à assumer toutes les charges liées à l'aménagement des emplacements et à la pose des bornes de recharge. La présente Convention vaut autorisation de la Collectivité pour réaliser les travaux, y compris de raccordement par le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité, sur le domaine public ;
- à déposer toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exécution du contrat, exigées par les législations et réglementations en vigueur, notamment les codes de l'urbanisme, de l'environnement, du patrimoine et de la voirie routière.
- à passer, en amont de chaque borne de recharge et jusqu'au point de raccordement au réseau public de distribution d'électricité, les canalisations et équipements électriques nécessaires au fonctionnement de la borne de recharge ;
- à maintenir les bornes de recharges en bon état de fonctionnement ;
- à exploiter commercialement les bornes ;
- à entretenir la signalisation des emplacements dédiés aux IRVE ;



- à procéder à la réparation des dommages causés par les tiers sur ses installations et le domaine public affecté ;
- à payer auprès du fournisseur d'électricité le coût lié à l'alimentation des bornes de recharge ;
- à respecter la destination des emplacements occupés : l'Occupant ne pourra ainsi exercer sur les emplacements mis à disposition au titre de la présente Convention aucune autre activité que celle liée à l'exploitation et l'entretien des IRVE concernées.

## ARTICLE 4.2 – ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La Collectivité autorise l'Occupant :

- à implanter des IRVE ou bornes de recharge et ses accessoires sur les emplacements visés à l'Article 3.1 de la Convention et précisés en annexe ;
- à faire passer toutes canalisations électriques pour assurer l'alimentation électrique des bornes de recharge ;
- à implanter le cas échéant les équipements de télécommunication nécessaires au fonctionnement du service de recharge ;
- à assurer le raccordement aux réseaux de télécommunication ;
- à délivrer toutes les autorisations et permis de travaux nécessaires à la réalisation des stations IRVE.
- à assumer et apporter toute assistance technique aux utilisateurs qui rencontreraient un problème sur le fonctionnement des bornes

La Collectivité assure l'entretien de la voirie, notamment du revêtement de surface des places de stationnement, sur la durée de la Convention. L'occupant devra apporter son assistance aux travaux d'entretien du revêtement, notamment sur la localisation des réseaux, de boucles de détection éventuelle ou tout autre élément nécessaire à la bonne exécution des travaux

La Collectivité veillera à assurer à l'Occupant une jouissance paisible des emplacements mis à disposition visés à l'Article 3.1 et ne rien faire qui puisse troubler cette jouissance paisible.

La Collectivité veillera à ce que les emplacements ne soient pas utilisés à d'autres fins que celle de la recharge de véhicules électriques notamment en prévoyant la verbalisation en cas de non-respect de la destination de l'emplacement. Les Parties conviennent de se rencontrer dans le cas où le stationnement abusif impacte le service de recharge.

Les droits de l'Occupant ne doivent pas avoir pour effet de fausser la concurrence. Cependant, la Collectivité s'oblige à informer l'Occupant avant toute démarche qu'il engagerait en vue de développer et diversifier les prestations sur son territoire.

## ARTICLE 5. – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention vaut autorisation d'occupation de l'ensemble des emplacements visés à l'Article 3.1 pour **une durée de quinze (15) ans**, le point de départ de ce délai étant la date de la mise en service de la première borne, le procès-verbal de réception de celle-ci faisant foi.

La pose de la première borne et sa mise en service doivent intervenir au plus tard un an après signature de la présente Convention. A défaut la Convention sera considérée comme caduque de plein droit sans indemnité d'aucune sorte de part et d'autre.

Dès la première borne mise en service, la Partie la plus diligente notifiera à l'autre la date exacte à prendre en compte pour le point de départ du délai d'occupation prévu par la présente Convention.

L'expiration de la durée normale de la Convention n'entraîne aucun droit à renouvellement pour l'Occupant.

Il est fait alors application des stipulations de l'Article 8.

## **ARTICLE 6. – REGLEMENT DES LITIGES**

Tous les litiges auxquels la présente Convention pourrait donner lieu, notamment ceux qui concerneraient sa formulation, sa validité, son interprétation ou son exécution, feront l'objet d'une tentative préalable de règlement amiable, en particulier dans le cas où l'une des Parties envisagerait de résilier la présente Convention.

Tout différend relatif à la formulation, la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente Convention qui n'aura pu être réglé à l'amiable entre les Parties sera soumis au Tribunal administratif de Reims.

## **ARTICLE 7. – RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION**

### **ARTICLE 7.1 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

La Collectivité pourra résilier à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, la présente Convention sous réserve d'indemnisation de l'Occupant, sans préjudice de l'application des stipulations de l'Article 8, et sous réserve d'un préavis de 4 mois.

L'Occupant dont la Convention est résiliée pour motif d'intérêt général doit enlever à ses frais avancés les IRVE et remettre en état. Il pourra toutefois prétendre à une indemnité calculée comme suit :

- La valeur non amortie des ouvrages, des équipements installés et des coûts de raccordement (amortissement linéaire sur la durée de la Convention) ;
- Les coûts de dépose des installations objet de la présente Convention et de remise en état des dépendances occupées ;
- Une somme correspondant aux bénéfices prévisionnels sur la durée restant à courir de la Convention, estimée sur la base des derniers résultats comptables depuis le début d'exécution et rapporté au nombre d'années résiduelles de la Convention. Les comptes d'exploitation annuels du service devront être produits par l'Occupant pour permettre le calcul de cette somme ;
- Des éventuels coûts de rupture dûment justifiés des contrats conclus pour l'exploitation entre l'Occupant et des prestataires

Il appartiendra à l'Occupant d'initier la procédure d'indemnisation et d'apporter les justificatifs nécessaires à l'établissement de cette indemnité.

### **ARTICLE 7.2 – RESILIATION POUR FAUTE**

En cas de manquement à l'une des obligations découlant de la présente Convention et des prescriptions réglementaires, l'une des Parties pourra par lettre recommandée avec avis de réception résilier la présente Convention après mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai précisé par celle-ci.

En cas de résiliation pour faute grave et répétée de l'Occupant, la Collectivité pourra par lettre recommandée avec avis de réception et après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception imposant à l'Occupant de respecter ses obligations restée infructueuse 3 mois, résilier la Convention sans que cela n'ouvre droit à indemnité pour l'Occupant.



En cas de résiliation pour faute de la Collectivité, l'Occupant a droit aux mêmes indemnités qu'en cas de résiliation pour motif d'intérêt général précisées à l'Article 7.1.

#### **ARTICLE 7.3 – RESILIATION A L'INITIATIVE DE L'OCCUPANT**

L'Occupant peut à tout moment renoncer au bénéfice du droit d'occupation qui résulte de la présente Convention. Pour ce faire, une lettre recommandée avec avis de réception doit être envoyée à la Collectivité afin de l'informer de l'intention de l'Occupant de résilier la Convention. La Convention est résiliée de plein droit, une fois intervenus le règlement amiable et la fourniture de l'état des lieux de sortie sans réserve avec remise en état du domaine public conformément aux dispositions de l'article 8.

#### **ARTICLE 7.4 – RESILIATION A L'AMIALE**

Les Parties peuvent décider d'une résiliation amiable à n'importe quel moment de l'exécution de la Convention en cas d'accord des Parties en ce sens.

#### **ARTICLE 8. – PROPRIETE DES IRVE ET SORT DES AMENAGEMENTS SUR LES LIEUX MIS A DISPOSITION**

Les IRVE et leurs accessoires installés par l'Occupant sur les emplacements mis à disposition restent la propriété de l'Occupant.

Au terme de la Convention, les IRVE ainsi que l'ensemble des installations en émergence, propriété de l'Occupant et implantés sur les emplacements mis à disposition, seront enlevés aux frais de celui-ci, sauf accord des deux Parties pour les laisser en place.

A l'expiration de la présente Convention, l'Occupant est tenu de rendre les emplacements mis à disposition dans l'état normal d'entretien et de réparation.

Excepté en cas de résiliation de la présente Convention pour faute de la Collectivité ou pour motif d'intérêt général, les frais de remise en état des emplacements seront à la charge de l'Occupant.

#### **ARTICLE 9. – CARACTERE PERSONNEL DE L'OCCUPATION**

L'Occupant, s'engage à occuper personnellement les lieux mis à sa disposition dans le cadre de la présente Convention.

L'Occupant ne pourra, en aucun cas et sous aucun prétexte, céder son droit à la présente Convention, ni sous-louer en tout ou en partie les lieux mis à disposition **sans le consentement exprès et écrit de la Collectivité conformément à la jurisprudence du Conseil D'Etat en date du 18 septembre 2015. Cet accord exprès et écrit prendra la forme d'un avenant.**

En outre, toute sous-occupation ou sous-location le cas échéant autorisée par la Collectivité ne saurait avoir pour effet d'octroyer au sous-occupant des droits dérogeant aux dispositions de la présente Convention, le sous-occupant ne pouvant disposer d'aucun droit de maintien dans les lieux en cas de résiliation de la présente Convention ou au terme de celle-ci.

La société SPIE CityNetworks, pourra être substituée par :

- un groupement momentané d'entreprises solidaires constitués de SPIE CityNetworks et un partenaire financier,

ou

- une société de projet dans laquelle SPIE CityNetworks détient une participation ;
- conformément à l'offre remise par SPIE CityNetworks.

Le groupement ou la société de projet ainsi créée se substituera de plein droit et dès la signature de l'accord de substitution (sous la forme d'un avenant), dans tous les droits et obligations du candidat signataire nés de l'exécution de la présente Convention.

Dans tous les cas, SPIE CityNetworks sera directement ou indirectement via sa filiale liée par la présente Convention et en charge directement de la conception, les travaux d'installation, l'exploitation technique et la supervision des bornes.

La disparition de l'Occupant entraînera la cessation de la Convention. L'Occupant devra également informer la Collectivité de toute modification de son statut juridique, ainsi que toute modification de la répartition de son capital social, et ce dans les 30 jours calendaires après la date de survenance de ce changement.

## **ARTICLE 10. – ETAT DES LIEUX DES INFRASTRUCTURES MISES A DISPOSITION**

La Collectivité met à disposition de l'Occupant des emplacements en bon état et conformes aux réglementations en vigueur pour l'installation d'IRVE.

Les Parties procèdent à un état des lieux contradictoire à la signature et après la sortie de l'Occupant dans les lieux. Les états des lieux seront annexés à la présente Convention.

A l'expiration de la présente autorisation, quel qu'en soit le motif, l'Occupant devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en l'état, à ses frais, à l'exception de l'usure normale n'étant pas du fait de l'Occupant.

A défaut, la Collectivité utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. En cas de défaillance de la part de l'occupant et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet sous un (1) mois, la Collectivité se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, l'usure normale étant prise en compte, aux frais de l'Occupant.

## **ARTICLE 11. – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

L'occupation des lieux mis à disposition donne lieu pour la durée de la Convention de 15 ans, au versement annuel d'une redevance au profit de la Collectivité, conformément à l'échéancier suivant :

Tableau de redevance fixe par année : fixe 750€/pdc/an + variable 0.01€ du KWH

La redevance est versée annuellement à la Collectivité sur la présentation, au plus tard un mois après le terme de chaque période annuelle d'occupation, d'un titre de recette exécutoire.

En cas de non-paiement de la redevance à l'échéance convenue et sous réserve de l'envoi par RAR d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours calendaires, la Convention pourra être résiliée par la Collectivité par LRAR conformément aux dispositions de l'article 7.2 et après tentative de règlement amiable.

## **ARTICLE 12. – RESPONSABILITE**

### **ARTICLE 12.1 – RESPONSABILITE DE L'OCCUPANT**

L'Occupant est seul responsable des dommages matériels causés aux tiers du fait des infrastructures et équipements qu'il exploite sur le domaine public. Les dommages immatériels sont exclus.

### **ARTICLE 12.2 – RESPONSABILITE DE LA COLLECTIVITE**

La Collectivité indemnise l'Occupant des dommages matériels directs de toute nature causés aux équipements qu'il a installés, dès lors que les préjudices subis sont directement imputables à la Collectivité ou causés par des entreprises mandatées par elle.

## **ARTICLE 13. – ASSURANCES**

L'Occupant est tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant :

- Les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile résultant de son activité liée à l'installation et à l'exploitation d'IRVE, dans la limite de cinq (5) millions d'euros.

L'Occupant fait son affaire des dommages (notamment vol, incendie, risques divers) subis par ses propres équipements.

## **ARTICLE 14. – TRAVAUX REALISES DANS L'INTERET DU DOMAINE PUBLIC**

La Collectivité ou tout autre personne morale de droit public (Communauté de Communes), ainsi que leurs préposés peuvent être amenées à réaliser des travaux ou aménagements dans le périmètre des emplacements mis à disposition ou dans le périmètre immédiat de ceux-ci, et ce dans l'intérêt du domaine public.

La réalisation de tels travaux, aux seuls frais de la personne publique compétente, peut avoir pour conséquence un déplacement ou un retrait temporaire des installations de l'Occupant.

Dans le cas où un déplacement est nécessaire, les Parties se rencontrent pour convenir d'un lieu de substitution d'intérêt équivalent. L'Occupant peut prétendre à une indemnisation couvrant les coûts de réimplantation sur l'emplacement de substitution qui devront être dûment justifiés par l'Occupant, le coût comprenant les travaux de génie civil, de raccordement et de signalisation. La durée d'occupation de cet emplacement serait alors prolongée par avenant à la présente Convention, d'un temps égal à la durée d'indisponibilité de la borne du fait du déplacement.

Sans préjudice de l'alinéa qui précède, l'Occupant devra supporter, sans pouvoir formuler de réclamations ou de demande indemnitaire, et sans que cela puisse entraîner une réduction de redevance d'occupation, la gêne liée à ces travaux et le cas échéant l'interruption momentanée du service, dans la limite de vingt (20) jours d'inaccessibilité d'un point de charge aux usagers du service sur une année glissante. Au-delà de cette limite, l'Occupant peut prétendre vis-à-vis de la Collectivité à une indemnisation couvrant l'intégralité du préjudice subi, notamment le manque à gagner lié à l'interruption du service. Cette indemnisation peut prendre la forme d'un allongement de la durée d'occupation par avenant à la présente Convention.

La Collectivité s'engage à informer l'Occupant au moins 15 jours avant toute intervention susceptible d'avoir un effet sur le fonctionnement des IRVE concernés.

## ARTICLE 15. – MODIFICATIONS

Toute modification de la présente Convention ne pourra résulter que d'un avenant.

Une telle modification ne pourra en aucun cas être déduite, soit de tolérances, soit de la passivité de la Collectivité, celle-ci restant libre d'exiger à tout moment et sans préavis le respect et la complète application de toutes les clauses et conditions de la présente Convention.

Fait à XXX, le .....

*(en deux (2) exemplaires originaux)*

**Pour la Collectivité de XXXX**

XXX

**Pour l'Occupant SPIE CityNetworks**

XXX

ANNEXE 1 : Liste des emplacements et plans de localisation

ANNEXE 2 : Calendrier de déploiement prévisionnel

## **ANNEXES**

### **ANNEXE 1**

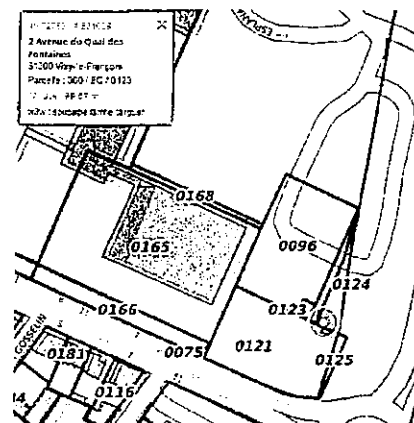
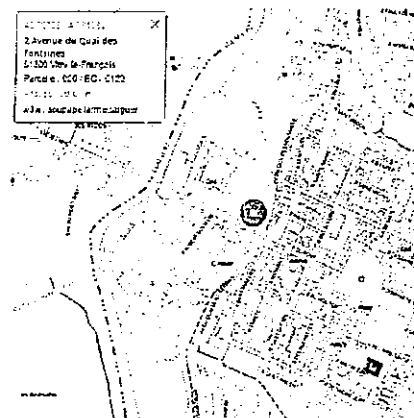
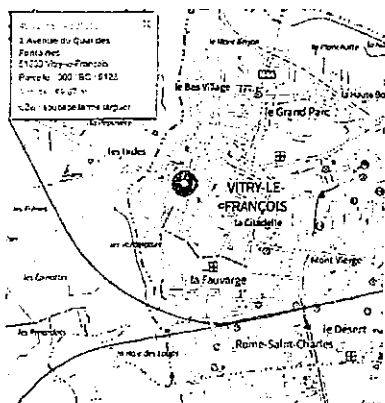
#### **LISTE DES EMPLACEMENTS ET PLANS DE LOCALISATION**

### **ANNEXE 2**

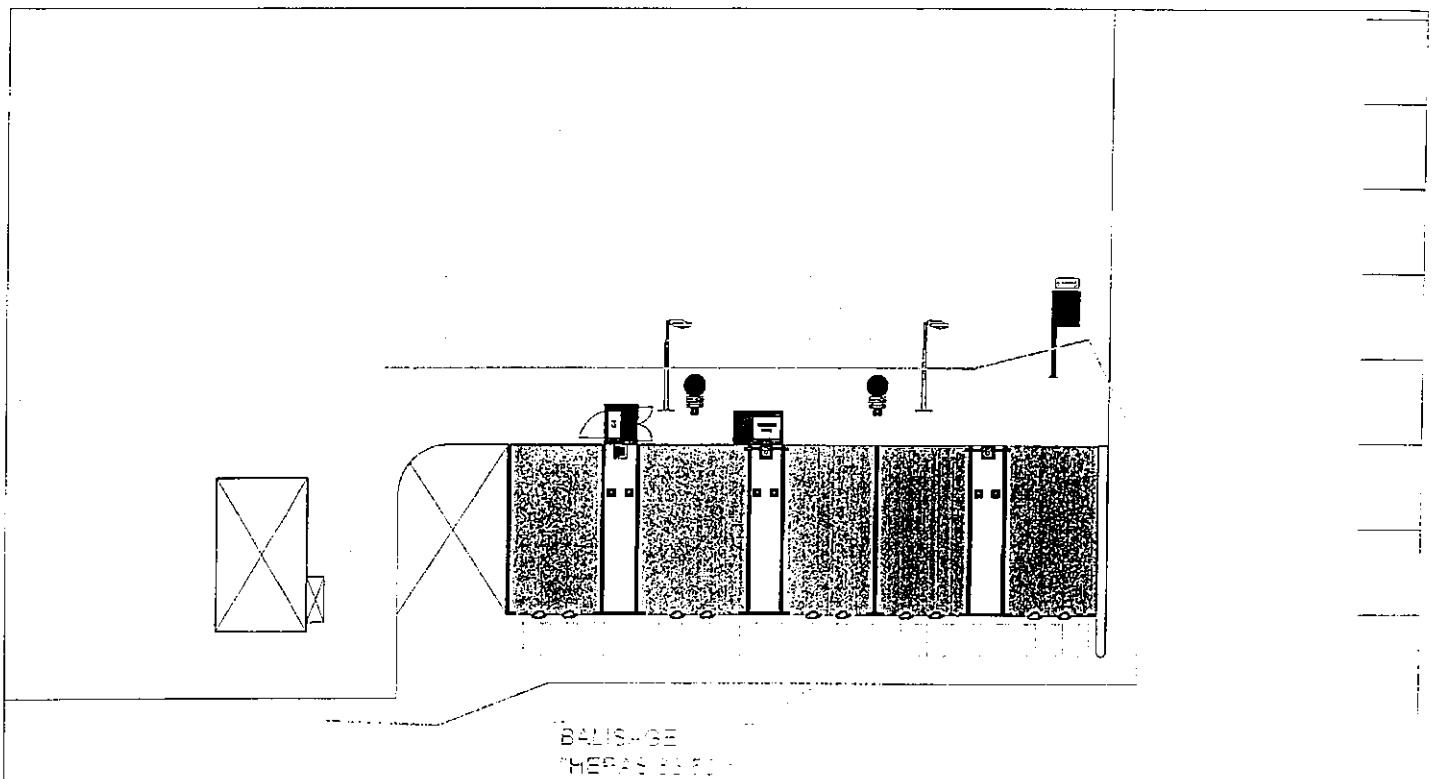
#### **CALENDRIER DE DEPLOIEMENT**

## Projet de Borne de Recharge

**VITRY-LE-FRANCOIS**  
**2 Avenue quai des Fontaines - Parking des Indes**  
**51300 VITRY-LE-FRANCOIS**



Indice	Date	Etabli par	Valide par	Phase	Remarques
D	12/09/24	PPI	JMB	APD	Mise à jour nouveau matériel
C	19/06/24	PPI	JMB	APD	Mise à jour suivant remarques
B	19/06/24	PPI	JMB	APD	Mise à jour suivant remarques
A	13/06/24	PPI	JMB	APD	Etudes

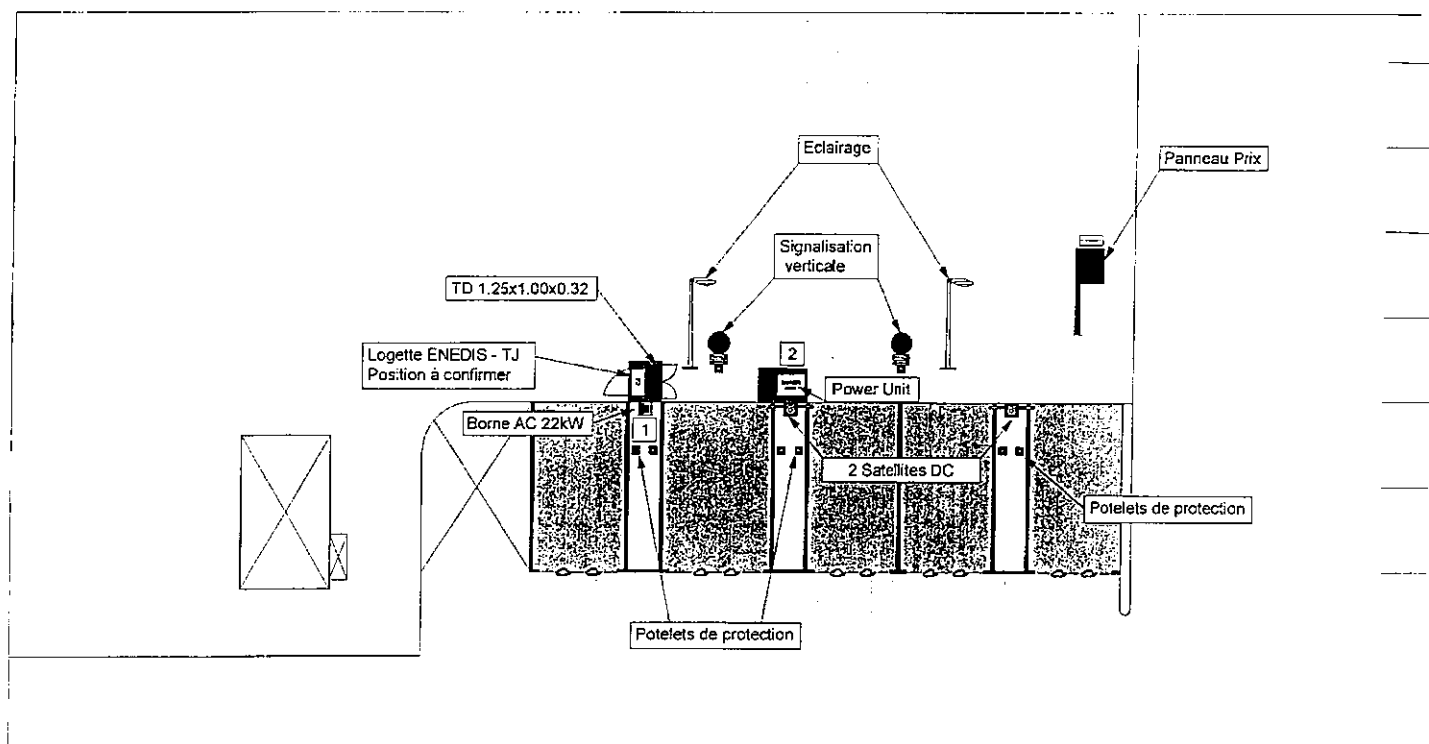


Plan de circulation		Echelle
		1:100
Commune de :		
VIVRY LE FRANCOIS		
RFS	11	Folio : 2 3
Devisé par	PPT	Date : 12.09.24

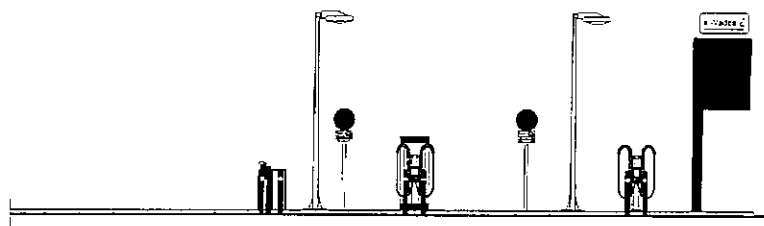
**e-Vadea**  
Recharge ultra rapide

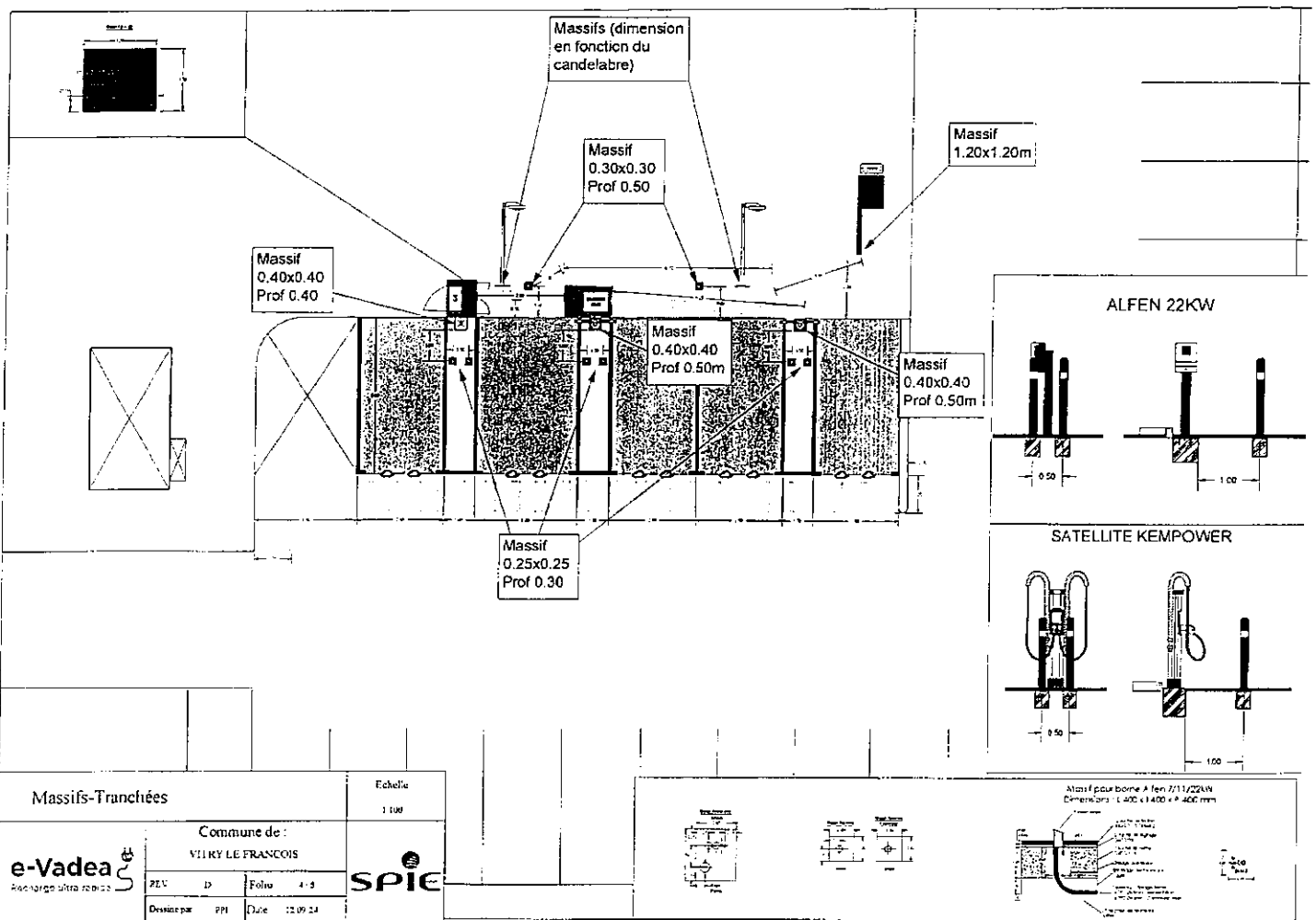
**SPIE**

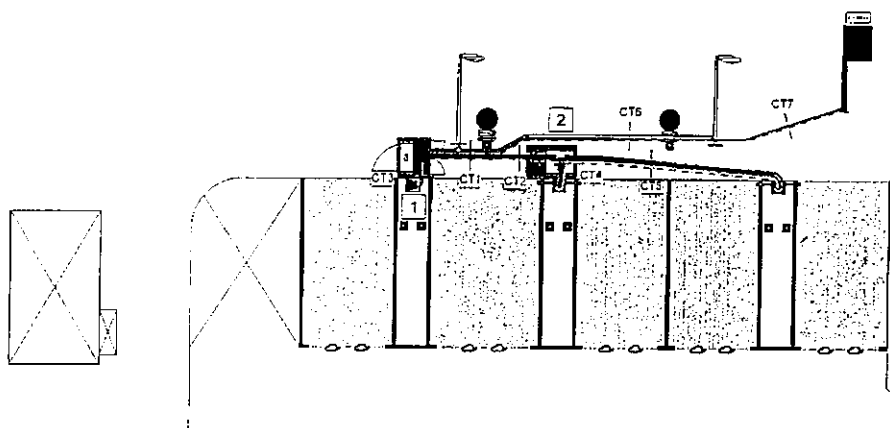





Plan du site			Echelle : 1/100	
<b>e-Vadea</b> Recharge ultra rapide	Commune de : VITRY LE FRANCOIS			
	REV	D	Folio : 1/5	
	Dessiné par	PP	Date : 12/09/24	

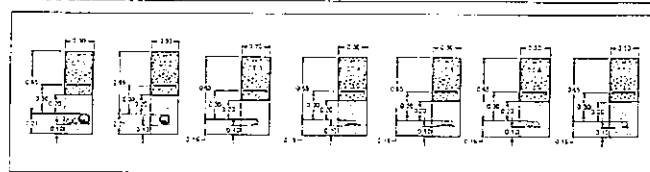






FOURREAUX			Echelle 1 sur	
Commune de : VITRY LE FRANCOIS			 <b>SPIE</b>	
REV	D	Folio : 5/5		
Devis n°	PI1	Date : 12/09/24		

DN160  
 DN110  
 DN63  
 DN40  
 25<sup>3</sup> Cu



# EVADEA VITRY LE FRANCOIS

Mois													
Semaines	S01	S02	S03	S04	S05	S06	S07	S08	S09	S10	S11	S12	S13
1. Signature de Contrat													
1.a Signature de la convention													
2. Préparation de chantier													
2.a Administratif : Déclaration préalable, DT, Consultation prestataires DICT													
2.b Etudes & approvisionnement des autres matériels													
3. Travaux de pré-électrification													
3.a Travaux de GC : tranchées et massifs pour TD et bornes													
3.b Travaux de génie-électrique : tirage de câble, protections ...													
4. Pose de bornes et MeS													
4.a Pose et raccordement des bornes, éclairage, totem													
4.b Raccordements du TD													
4.c Passage du bureau de contrôle pour le DRE													
4.d Consuel BT													
4.f Marquage au sol													
4.g Mise sous tension et mise en service des bornes à définir en fonction d'ENEDIS													
5. ENEDIS													
5.a Travaux ENEDIS date à définir													

	Démarches sans travaux
	Travaux